

le betteravier



CBB

Betteraviers belges - Belgische bietentelers

CAMPAGNE
Début de campagne à
la RT et chez Iscal

SUGARBEET EXPO
De la technologie de
haute gamme !

CONGRÈS BETASOL
Cicadelles, phyto-
plasmés et SBR

Dans ce numéro :

- 3** EDITO
- 5** EN BREF
- 6** ISCAL
- 8** RAFFINERIE TIRLEMONTAISE
- 9** MARCHÉ DU SUCRE
- 10** CONGRÈS BETASOL
- 12** SUGARBEET EXPO
- 15** DIVERS
- 16** IRBAB
- 20** RENCONTRE
- 25** RT - CONCURRENCE
- 28** OPCO
- 30** DIVERS



Stefaan Van Haecke, Lois Penasse et Elisa Roiné - Delépine au congrès Betasol.
Lisez le tout à la page 10 !

Forts dans les champs, forts à la table

Avec le lancement d'une nouvelle campagne betteravière, notre secteur entre une nouvelle fois dans une période particulière. Pour les observateurs extérieurs, c'est le moment où les premières betteraves prennent le chemin de l'usine. Pour nous, planteurs, c'est l'aboutissement de mois de décisions, d'efforts constants et d'une adaptation permanente à des circonstances que nous ne maîtrisons pas toujours. Cette année culturale nous a une nouvelle fois mis à l'épreuve. Des conditions météorologiques changeantes, des périodes prolongées de sécheresse, des températures excessives, un manque de précipitations dans certaines régions ainsi qu'un contexte de protection phytosanitaire toujours plus complexe ont exigé le meilleur de chacun d'entre nous. Pourtant, les perspectives de production, sur la base des premiers retours des arracheuses dans la zone d'approvisionnement d'ISCAL, où la campagne a débuté le 23 septembre, témoignent à nouveau de la force et de la résilience des planteurs belges de betteraves.

Notre principale force réside dans les femmes et les hommes de terrain. Les planteurs belges ont toujours démontré leur capacité d'adaptation. Lorsque les conditions changent, nous nous adaptons. Lorsque de nouveaux défis apparaissent, nous recherchons des solutions. Nous continuons à observer, à évaluer et à apprendre. Plus que jamais, nous gardons les yeux et les oreilles ouverts. Sur nos propres parcelles, dans les essais, lors des journées d'étude et des visites techniques, mais également au-delà de nos frontières. Nous suivons les pratiques de nos collègues en Belgique et à l'étranger, nous échangeons directement ou par l'intermédiaire de notre IRBAB, et nous intégrons ces enseignements dans nos exploitations. Cette recherche permanente d'amélioration fait partie de l'ADN de notre secteur. Elle explique en grande partie pourquoi les planteurs belges figurent année après année parmi les producteurs les plus performants d'Europe.

Notre position parmi les leaders européens n'est pas le fruit du hasard. Elle résulte de choix stratégiques, tels que l'abandon de la zone de production en terres sableuses il y a maintenant vingt ans, d'investissements de longue haleine dans la recherche et le développement des connaissances, d'une professionnalisation poussée et d'une attention particulière portée à chaque détail. Chaque hectare est suivi de près, chaque décision culturale est soigneusement réfléchie et chaque difficulté est considérée comme une opportunité de progresser. Grâce à cela, les planteurs belges obtiennent des rendements et des performances techniques qui suscitent l'admiration bien au-delà de nos frontières. Cette année encore, nous pouvons envisager la campagne avec confiance. Je suis convaincu que les producteurs belges démontreront une nouvelle fois pourquoi notre pays constitue la référence européenne en matière de culture de la betterave sucrière.

Mais la réussite de notre secteur ne se joue pas uniquement dans les champs. Au-delà des performances techniques, les planteurs ont besoin de perspectives économiques dans un cadre qui reconnaît correctement leurs efforts. Un avenir durable pour la culture de la betterave ne peut être garanti que si ceux qui investissent, prennent des risques et produisent reçoivent une rémunération juste et équitable pour la valeur qu'ils créent au sein de la filière sucrière.

C'est pourquoi le rôle de nos représentants à la table des négociations reste essentiel. Année après année, ils défendent les intérêts des planteurs et œuvrent à la conclusion d'accords équilibrés qui sécurisent l'avenir de nos exploitations. Non pas dans une logique de confrontation, mais avec la conviction qu'une filière sucrière forte ne peut exister que si tous les partenaires se reconnaissent et se respectent mutuellement. Dans ce contexte, le récent dossier de concurrence relatif aux relations contractuelles avec la Raffinerie Tirlemontoise constitue un signal important. L'Autorité belge de la Concurrence a en effet confirmé l'importance d'un meilleur équilibre, d'une plus grande transparence et d'une prise en considération effective des intérêts des >>>

planteurs. Les engagements pris à la suite des conclusions de l'Autorité prévoient notamment des adaptations de certaines dispositions contractuelles ainsi que des négociations annuelles avec les représentants des planteurs concernant, par exemple, le prix de la pulpe et les conditions de livraison.

Ces conclusions dépassent largement le cadre d'un dossier particulier. Elles confirment que la place du producteur primaire au sein de la filière doit être pleinement reconnue et que des relations contractuelles saines doivent reposer sur le dialogue, la transparence et le respect mutuel. Elles soulignent également la pertinence du travail accompli depuis de nombreuses années par nos organisations nationales et régionales dans la défense des intérêts des planteurs.

En définitive, la question du prix influencera également l'évolution future de notre secteur. Un accord interprofessionnel équilibré doit garantir une répartition équitable de la valeur créée à partir de nos betteraves. Cela concerne bien entendu le sucre, mais également les coproduits issus de notre matière première. Aujourd'hui, la betterave sucrière est bien plus qu'une simple source de sucre. Différents flux de valorisation génèrent une valeur économique importante. Il est donc logique que le planteur, qui cultive la récolte et fournit la matière première, puisse bénéficier d'une rémunération transparente et juste pour cette création de valeur. Ce débat ne se limite pas à la Belgique. À l'échelle européenne également, la valorisation des coproduits, notamment de la pulpe de betterave, constitue un enjeu majeur.

La transparence dans la manière dont cette valeur est déterminée et répartie est de plus en plus considérée comme une condition indispensable à une relation saine et durable entre producteurs et transformateurs. Pour notre secteur, le message est clair. Lorsqu'un planteur reçoit ce à quoi il a droit, il continue d'investir dans son exploitation, dans l'innovation et dans la culture de la betterave. Lorsque la rentabilité est au rendez-vous, la betterave conserve toute sa place dans les rotations culturales. Car sans culture rentable, il ne peut y avoir, à terme, d'industrie sucrière rentable. C'est pourquoi nous continuerons à assumer pleinement nos responsa-

bilités. Non seulement pour défendre un prix équitable de la betterave, mais aussi pour veiller à ce que l'ensemble de la valeur issue de notre production soit reconnue de manière correcte, transparente et équilibrée. Il ne s'agit pas seulement de chiffres. Il s'agit de l'avenir d'une culture durable sur des dizaines de milliers d'hectares, de l'avenir des exploitations agricoles familiales et du maintien d'un secteur sucrier belge fort.

À l'aube de cette nouvelle campagne, nous pouvons donc regarder l'avenir avec confiance. Confiance dans notre savoir-faire. Confiance dans nos compétences techniques. Confiance dans notre représentation professionnelle. Mais surtout, confiance dans la résilience des betteraviers belges.

Je vous souhaite à toutes et à tous une campagne sûre, réussie et rentable. Puissent les résultats récompenser les efforts consentis et puissent-ils nous permettre de continuer à construire ensemble un avenir dans lequel la betterave sucrière belge ne se contente pas de résister, mais se renforce encore davantage.

Hendrik Vandamme
Président CBB



En bref

Brésil. En raison des prix élevés de l'énergie et de l'essence, les usines brésiliennes orientent davantage de canne vers l'éthanol, ce qui freine la production de sucre. Le ministère américain de l'Agriculture estime la production sucrière brésilienne 2026/27 à 42,5 millions de tonnes, soit environ 3 % de moins que l'an dernier ; les premiers chiffres d'UNICA de la campagne montraient une part sucre nettement réduite.

Thaïlande. Le deuxième exportateur mondial de sucre pourrait produire nettement moins en 2026/27 en raison du risque d'El Niño : l'USDA table sur une baisse de près de 16 % à environ 9,5 millions de tonnes, l'OIS sur au moins 17 %. Cela contribue au resserrement de l'offre mondiale.

Inde. L'Inde, deuxième producteur mondial de sucre, a interdit l'exportation de sucre pendant quatre mois, jusqu'au 30 septembre, afin de protéger son approvisionnement intérieur. L'USDA prévoyait encore un redressement de la production pour 2026/27 (un premier excédent en deux ans), mais une mousson insuffisante (début août environ 11 % de pluie sous la normale, peut-être la plus faible en onze ans) et la crainte d'El Niño assombrissent cette perspective.

Europe. La production européenne de sucre de betterave chuterait fortement en 2026/27, à environ 13,9 à 14,2 millions de tonnes, soit quelque 8 % de moins qu'en 2025/26 et 12 % de moins qu'en 2024/25. Les prix bas incitent les planteurs à réduire leurs surfaces betteravières (environ 8 à 9 % de moins), avec des programmes de réduction menés par les fabricants en Allemagne, en France et en Belgique. Les estimations officielles datent en outre d'avant la sécheresse estivale (juillet a par endroits été le plus sec depuis 1940), de sorte que la production pourrait être encore plus faible.

Allemagne. Les prix bas laissent de profondes traces chez les groupes sucriers allemands. Nordzucker a clôturé l'exercice 2025/26 sur une perte nette de 171,7 millions d'euros (chiffre d'affaires de 2,34 milliards, résultat d'exploitation de -226 millions), revoit son modèle de prix de la betterave et investit 160 millions

d'euros dans ses usines. Südzucker a enregistré une perte d'exploitation de 177 millions d'euros dans sa branche sucre.

France. La propagation de la cicadelle (*Pentastiridius leporinus*) et des maladies associées, le SBR (syndrome des basses richesses) et le stolbur, reste une préoccupation croissante pour la campagne 2026/27, également en Allemagne et en Pologne. Toutes deux altèrent la teneur en sucre et l'aptitude à la transformation des betteraves. En France, le projet de recherche ISPEELON a démarré en 2026 pour mieux surveiller et combattre ces insectes piqueurs-suceurs.

Bruxelles. L'accord commercial intérimaire entre l'UE et les pays du Mercosur s'applique provisoirement depuis le 1er mai 2026 et ouvre un contingent à droit nul de 180.000 tonnes de sucre de canne brut destiné au raffinage. La ratification définitive par le Parlement européen reste suspendue, dans l'attente d'un arrêt de la Cour de justice de l'Union européenne.



Début de campagne chez Iscal

Début de campagne Iscal : le 23 septembre '26. En effet, le 23 et non le 15 septembre, comme cela avait été avancé toute l'année. Un choix délibéré de la direction et du Conseil d'administration d'Iscal.

Stefaan Van Haecke

Les deux CoCo ont souligné jusqu'au tout dernier moment qu'un démarrage le 15 septembre serait le meilleur choix. Chez les agronomes de l'usine aussi, cette date avait la préférence. Les arrachages d'essai de début août, de mi-août ainsi que de début septembre appuient cette position : peut-être un peu surprenant, mais – malgré la sécheresse – tous les résultats d'essai indiquaient un rendement en sucre par ha moyen ou supérieur à la moyenne.

Côté météo, et pour ce que valent les prévisions saisonnières, un automne sec n'a pas été/n'est pas annoncé. Et entre-temps, nous savons que transformer les betteraves avant ou après le 1er janvier fait généralement une grande différence.... La direction d'Iscal a néanmoins jugé opportun de reporter la date d'une semaine.

Primes précoces

Les betteraves prévues pour être chargées durant les trois premières semaines de la campagne doivent être prêtes pour le dimanche soir de la semaine précédente. Pour les livraisons à partir de la semaine 4 et au-delà, selon le planning, elles doivent être prêtes pour le jeudi soir de la semaine précédente.

Le système des primes précoces, basé sur une indemnisation partielle des betteraves fictives qu'un planteur n'a pas pu livrer parce qu'elles ont été arrachées (trop) tôt, reste également en vigueur, comme lors des 2 saisons précédentes. Comme la semaine 5/6 sert chaque fois de semaine de référence dans ce système, il a été convenu avec l'usine, lors de la décision d'Iscal de démarrer la campagne une semaine plus tard, qu'une prime précoce serait également octroyée pour la semaine du 5 au 11 octobre.

Ainsi, celui qui doit livrer durant les premières semaines de la campagne peut encore se comparer au niveau de rendement de ceux qui peuvent livrer plus tard. Par

conséquent, une prime est versée cette année pour 3 semaines (4 semaines la saison dernière) :

- Semaine 1 : du 22 au 27 sept. : 3,32 €/tonne
- Semaine 2 : du 28 au 04 oct. : 2,33 €/tonne
- Semaine 3 : du 05 au 11 oct. : 1,17 €/tonne

Les primes précoces pour les betteraves livrées en transport par axes diminuent progressivement et se calculent par jour, les primes hebdomadaires ci-dessus servant de base au jour 1 de la semaine concernée. Dans l'IPA, il est indiqué que le planteur recevra un e-mail au démarrage du chargement du premier camion à un silo de betteraves. Immédiatement après le chargement, le planteur sera informé du nombre de chargements mixtes et complets effectués.

Ces dernières années, ce système n'était pas encore tout à fait au point. Il est pourtant important pour vous, en tant que planteur : il s'agit en fait de votre bon de livraison, qui doit prévenir de futures discussions sur le nombre de chargements livrés et de chargements partiels. En tant que CoCo, nous souhaitons rester informés, au cas où vous ne recevriez pas ces e-mails (immédiatement). Nous ne pouvons soulever les problèmes auprès de l'usine que si nous savons où ils se situent et quelle en est l'ampleur. Si vous ne recevez pas d'e-mail à ce sujet, merci de m'en tenir informé via un e-mail à Cocovlaams@gmail.com.

Contrôle de la réception des betteraves

Du premier chargement déchargé jusqu'à la dernière betterave qui entre à l'usine : notre équipe de contrôleurs veillera à ce que, à chaque minute, l'un d'entre nous (des CoCo) soit présent dans le local de réception. Nous réaliserons à nouveau des contre-analyses, afin de vérifier si l'usine reçoit, tare et analyse les betteraves comme convenu et décrit. Nos contrôleurs, tous fils d'agriculteurs, connaissent l'utilité de leur mission

et ont déjà une ou plusieurs saisons d'expérience. Ils seront assistés par moi-même et par Elisa Roiné, inspectrice CBB.



En haut : de g. à dr. : Raphaël Windels et Théo Deleuze ;
En bas : Antoine Wille, Quentin Cogneau et Lucien Lebrun, équipe 26/27

Si vous n'êtes pas d'accord avec un résultat, si vous avez des questions sur les chiffres d'un chargement ou si vous constatez de fortes irrégularités dans vos résultats, n'hésitez pas à me contacter. Nous pourrions alors étudier ensemble le relevé et voir s'il y a matière ou non à introduire une réclamation. Pour celui qui ne veut/n'ose pas émettre lui-même de critiques envers l'usine concernant ses résultats ou la méthode suivie, cela peut aussi se faire de manière anonyme, sous le nom du comité de coordination, via moi. Vous pouvez toujours me joindre pendant la campagne au numéro 0478/260 268. Et ce, tant pour le planteur flamand que francophone.

Procédure pulpe non conforme

L'année écoulée a démontré que la nouvelle procédure – que faire en cas de pulpe de qualité non conforme – a bel et bien fonctionné. Tant nous, en tant que CoCo, que l'usine avons désormais une meilleure vue de la situation, et surtout, tous les preneurs de pulpe qui, après analyse, avaient une réclamation recevable ont été indemnisés pour leur pulpe de moindre qualité. Il est donc dans votre propre intérêt, lorsque vous constatez une pulpe problématique, de suivre cette procédure ! Vous trouverez de nouveau ci-dessous la procédure à suivre lorsque vous pensez avoir remarqué un problème pendant le déchargement.

Scénario 1 : pulpe de mauvaise qualité pendant le déchargement

1. Échantillon prélevé 2 fois par le planteur pendant le déchargement, 2 bons de déchargement
2. Envoyer l'échantillon + le ticket à l'usine via le (prochain) chauffeur pour analyse, l'autre dans votre propre congélateur
3. Document de réclamation complété (disponible sur l'extranet) et à transmettre en outre par e-mail à votre agronome et à cocovlaams@gmail.com
4. Réponse au planteur par e-mail avec les résultats de laboratoire
5. Évaluation par la commission, en été, de la compensation à accorder

Si vous découvrez des problèmes flagrants pendant le déchargement, appelez de préférence directement votre agronome ou l'usine. Ils chercheront alors une solution avec vous.

Si la communication s'avère toutefois difficile, vous pouvez aussi informer le secrétaire des planteurs, c'est-à-dire moi-même, au numéro 0478/260 268.

Vœux

Non, nous n'en sommes pas encore à notre lettre de nouvel an, mais, depuis le CoCo Iscal, nous souhaitons, au début de la campagne :

À tous les entrepreneurs, la force, le courage et l'endurance pour résister aussi bien à la météo et aux conditions d'arrachage qu'à l'agriculteur et à l'agronome « râlours »....

À tous les agronomes, l'énergie pour tout régler – tant bien que mal – et sans doute aussi un peu d'empathie pour traverser la campagne....

Aux techniciens de l'usine : peu de pannes et de bonnes cadences de traitement !!

À tous ceux du local de tarage, nous souhaitons une bonne ambiance et une bonne collaboration, où chacun peut jouer son rôle.

Mais surtout, nous vous souhaitons, en tant que planteur, une récolte prospère et abondante, avec peu de problèmes !

Des problèmes malgré tout ? contactez-nous, afin que nous puissions chercher une solution ensemble ; c'est pour cela que nous sommes là, en tant que CoCo !

Une campagne qui démarre dans un contexte particulier

La campagne betteravière 2026 débutera à la Raffinerie Tirlemontoise le 5 octobre prochain. Sauf évolution du calendrier en cours de campagne, les dernières betteraves devraient être réceptionnées à la mi-décembre.

Loïs Penasse

Cette campagne aura été marquée par une météo particulièrement sèche. Durant une bonne partie de la saison, les conditions climatiques ont suscité de sérieuses inquiétudes quant au potentiel de rendement des betteraves. Dans de nombreuses parcelles, le manque d'eau a fortement ralenti la croissance de la culture. Mais la betterave nous rappelle une nouvelle fois qu'elle est une plante étonnante. Malgré les difficultés rencontrées au cours de l'été, les pluies intervenues ensuite lui ont permis de reprendre une partie du retard accumulé. La culture a donc montré une nouvelle fois sa capacité à profiter des conditions favorables lorsqu'elles se présentent.

Des rendements qui pourraient être très variables

Il reste toutefois difficile, à ce stade, de tirer une conclusion générale sur le potentiel de la campagne. Les différences entre parcelles sont importantes et les rendements devraient probablement être très hétérogènes selon les régions et, parfois même, selon les zones d'une même exploitation.

La quantité de pluie reçue au cours de la saison aura joué un rôle déterminant. Les parcelles qui ont bénéficié de précipitations suffisantes ont pu mieux accompagner la croissance des betteraves, tandis que les secteurs restés plus secs pourraient davantage ressentir les conséquences du déficit hydrique.

Les arrachages et les premières livraisons permettront progressivement d'affiner le constat. Il faudra donc encore un peu de patience avant de pouvoir dresser un véritable bilan de cette campagne.

En attendant, place à la récolte ! Après une saison qui aura une nouvelle fois mis les cultures à rude épreuve, nous souhaitons à tous les planteurs une bonne campagne 2026, avec des conditions d'arrachage favorables et, nous l'espérons, de belles surprises au moment de la pesée.

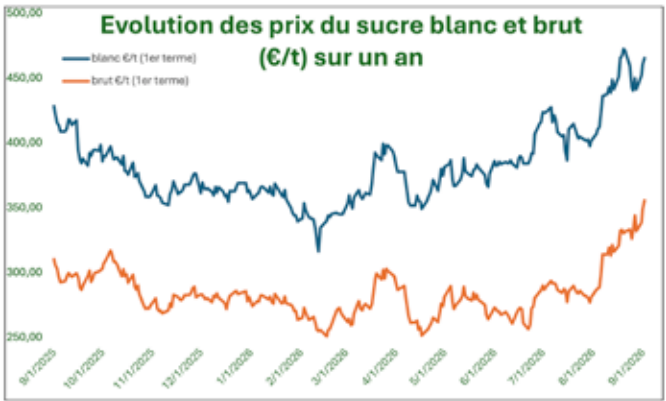


Les prix mondiaux repartent nettement à la hausse

Le marché mondial du sucre a nettement rebondi au cours du mois écoulé. La moyenne des prix sur le marché mondial du sucre blanc (cours de Londres n°5) est passé de 410€/t en juillet à 444€/t en août. Le cours continue sur cette lancée en septembre avec une moyenne au 14 septembre de 456€/t. Cependant, le sucre blanc, malgré ce rebond, ne fait que retrouver son niveau de juillet 2025.

Elisa Roiné - Delépine

Sur le cours du sucre brut de New-York (contrat n°11) le sucre brut s'établissait à 327\$/t en juillet puis 371\$/t en août. Comme pour le sucre blanc, le cours du sucre brut continue de croître avec une moyenne au 14 septembre de 403\$/t. Cette hausse en dollars est toutefois en partie absorbée, pour un acheteur européen, par l'appréciation de l'euro : la monnaie européenne est passée de 1,14 à 1,17 dollar en un mois.



Le prix UE poursuit sa lente érosion

À l'inverse du marché mondial, le prix moyen du sucre blanc départ-usine dans l'UE continue de reculer : 501 €/t en juin 2026, contre 536 €/t un an plus tôt, soit -35 €/t sur douze mois. Ce niveau reste toutefois au-dessus du prix de référence réglementaire de 404 €/t. Les écarts régionaux restent marqués : 547 €/t dans le sud et l'est de l'UE (Bulgarie, Espagne, Croatie, Italie, Portugal, Roumanie) contre 494 €/t dans le cœur industriel (Belgique, Allemagne, France, Pays-Bas). L'écart entre prix UE et prix mondial, qui avait quasiment disparu fin 2025, s'est donc reformé avec le rebond des cours internationaux.

La suspension IPR sur le sucre brut entre en vigueur le 17 juillet

Réclamée de longue date par la filière betteravière (CIBE), la suspension du régime de perfectionnement actif (IPR) pour le sucre de canne brut destiné au raffinage en sucre blanc est officiellement entrée en vigueur le 17 juillet 2026, pour une durée d'un an. Le dispositif, qui permettait d'importer du sucre brut en franchise de droits à condition de le réexporter après transformation, était accusé d'avoir dérivé vers un usage purement spéculatif, avec un commerce de licences entre opérateurs, sans lien réel avec une logique d'exportation.

Les importations sous IPR n'ont cessé d'augmenter depuis 2020/21 (301 000t de sucre brut et 101 000t de sucre blanc) jusqu'en 2024/25 (587 000t de sucre brut et 155 000t de sucre blanc). En 2025/26 sur 9 mois les importations de sucres brut s'élevaient déjà à 737 000t de sucre brut et 133 000t de sucre blanc. Sur le mois de juin 2026 la commission a noté une augmentation des importations sous IPR : 11 000t de sucre blanc et 269 000t de sucre brut. Un pic d'importation de sucre brut largement au-dessus de la moyenne des autres mois (entre 10 000 et 40 000t), signe d'un effet d'anticipation des opérateurs avant la fermeture du régime.

Cicadelles, phytoplasmes et SBR : ce qu'il faut retenir du congrès Betasol

Pendant deux jours, chercheurs, sélectionneurs, agronomes et représentants de l'industrie se sont réunis lors du congrès Betasol à Worms pour faire le point sur l'une des menaces les plus sérieuses actuellement pour la betterave en Europe : le complexe cicadelles-phytoplasmes, dont le SBR (Syndrome des Basses Richesses) est la manifestation la plus connue. De nombreuses présentations ont dressé un état des lieux à la fois préoccupant et porteur de premières pistes concrètes.

Elisa Roiné - Delépine

Un problème plus large qu'on ne le pensait

Pendant longtemps, le SBR a été perçu comme un problème propre à la betterave. Ce n'est plus le cas : les mêmes agents pathogènes (plusieurs bactéries transmises par des cicadelles) infectent désormais aussi la pomme de terre et de nombreuses cultures légumières (carotte, persil, fraise, rhubarbe, ...). Dans un cas présenté, 46 hectares sur 50 ont dû être détruits dans une parcelle de rhubarbe.

Le vecteur historiquement associé au SBR, la cicadelle *Pentastiridius leporinus*, n'est plus seul en cause. Plusieurs autres espèces ont été identifiées comme capables de transmettre les mêmes pathogènes, comme *Reptalus quinquemaculatus*, qui progresse fortement, représentant en Autriche 80 à 90 % des cicadelles capturées, avec une extension géographique vers de nouvelles régions et cultures.

Autre complication : il n'existe pas un seul agent pathogène, mais plusieurs. Le stolbur (*Candidatus Phytoplasma solani*) se décline en plusieurs sous-groupes génétiques (notamment A et P) qui n'ont pas les mêmes vecteurs, ni la même dynamique. Une étude menée en Allemagne a même mis en évidence l'apparition d'une nouvelle lignée, preuve que la situation continue d'évoluer. Les co-infections avec la bactérie du SBR sont également de plus en plus fréquentes.

Le rôle insoupçonné d'autres cultures

Des travaux menés en Serbie ont montré que le tournesol, longtemps vu comme asymptotique, pourrait être un réservoir important du stolbur : en 2025, 92 % des tournesols testés au champ étaient positifs. Le blé joue également un rôle dans le maintien des populations de cicadelles : les larves se développent sur les racines de plusieurs cultures de la rotation. L'interrogation se porte donc désormais sur la succession de cultures qui permet aux cicadelles de se maintenir. Les adventices, les bordures de parcelles et les jachères pourraient également y contribuer. En Allemagne, plus de 32 genres de plantes différentes visitées ont été identifiées sur les cicadelles piégées.

Des conséquences économiques bien réelles

En betterave, la racine malade reste transformable, mais à un coût bien plus élevé pour l'usine : moins bonne conservation, découpe plus difficile, filtres colmatés, besoin accru de technologies et d'énergie. Quelques chargements de betteraves malades suffiraient à ralentir la production d'une usine. Un essai en conditions contrôlées a montré qu'avec une même pression d'insectes, une variété tolérante ne perd que 3 à 10 % de marge, contre 30 à 60 % pour une variété sensible, preuve que le choix variétal change déjà beaucoup la donne, en attendant mieux.

Des pistes de lutte qui se précisent

Malgré la complexité du problème, plusieurs approches concrètes ont émergé du congrès.

- Des essais menés par KWS ont montré que les pertes de rendement se concentrent sur une période courte de vol des cicadelles, surtout lors des vols précoces. Un traitement insecticide bien positionné en début de période à risque limite fortement les dégâts, mais sa protection est courte (environ 10 jours), ce qui impose un suivi rapproché des populations de cicadelles.
- En Allemagne, la suppression du blé d'hiver après la betterave montre des résultats encourageants dans une zone pilote de 2 000 hectares, suivie sur trois ans. Cependant son efficacité dépend d'une adoption à l'échelle du territoire. De plus, le type de sol et l'habitat naturel des cicadelles pourraient aussi jouer un rôle.
- La solution variétale est la seule solution durable mais lente : des recherches ont débuté pour identifier des sources de résistance naturelle, avec de premiers résultats encourageants sur une partie des tests. En parallèle, des recherches essaient d'identifier les voies impliquées dans la tolérance de la plante, en vue de développer des marqueurs utilisables par les sélectionneurs.



FIELD MAP SUGAR BEET

Overview of stations and demonstration areas



FURTHER INFORMATION AT: WWW.BETASOL.INFO

Un message collectif

Aucune mesure isolée ne suffit à elle seule. La lutte suppose de combiner surveillance fine, rotations réfléchies à l'échelle du territoire, traitements mieux ciblés dans le temps, et variétés plus tolérantes. Les intervenants ont insisté sur la nécessité d'une approche dépassant la seule parcelle de betteraves, une coopération transfrontalière européenne, et un cadre réglementaire capable d'accompagner plus rapidement l'arrivée de nouvelles solutions. Face à un insecte qui, ne s'arrête pas aux frontières administratives, la réponse ne pourra être que collective.

SugarBeet Expo 2026 : un élan fort pour une production betteravière compétitive

Les 9 et 10 septembre, la première édition réussie de SugarBeet Expo s’est tenue à Springe, près de Hanovre, aux côtés de PotatoEurope, rendez-vous déjà bien établi du secteur. SugarBeet Expo a mis l’accent sur l’efficacité et la durabilité de la production. Quelque 10.100 visiteurs professionnels issus de 79 pays ont rencontré 300 exposants de 19 pays (secteurs de la pomme de terre et de la betterave réunis). Les visiteurs ont salué l’organisation des deux salons, riches en innovations et en démonstrations de systèmes de culture de la betterave sucrière dans des conditions réelles sur sols limono-sableux secs.

Hendrik Vandamme

Le salon en plein air commun PotatoEurope et SugarBeet Expo 2026, organisé par la DLG (Société Allemande d’Agriculture), s’est affirmé comme un lieu de rencontre international pour les professionnels des filières pomme de terre et betterave sucrière. Parmi les visiteurs figuraient des producteurs, entrepreneurs de travaux agricoles, conseillers et représentants de l’ensemble de la chaîne de valeur. Les exposants ont présenté les dernières innovations en matière de semoirs, arracheuses et machines automotrices, robots, variétés, mélanges de couverts végétaux, stratégies de fertilisation et services destinés à l’ensemble de la filière betteravière.

Grâce aux démonstrations de matériel, aux essais variétaux et aux parcelles de démonstration, les visiteurs ont pu découvrir et évaluer de nouvelles technologies et concepts culturels dans des conditions réelles de terrain. Le salon était complété par un vaste programme technique. Avec le lancement de SugarBeet Expo, la betterave su-

crière disposait pour la première fois de sa propre plateforme internationale en plein air.

Compétitivité et vision d’avenir au centre des débats

SugarBeet Expo a offert un aperçu concret des solutions permettant une production compétitive et tournée vers l’avenir. L’accent a été mis sur les moyens de garantir une culture rentable de la betterave sucrière dans un contexte marqué par la volatilité des marchés, le changement climatique, la préservation de la qualité des sols ainsi que des exigences croissantes en matière d’efficacité et d’environnement. Les applications numériques, l’automatisation, la robotique et l’intelligence artificielle ont démontré leur



potentiel pour améliorer l’efficacité des processus, réduire les coûts de production et renforcer la résilience des exploitations agricoles.

« PotatoEurope et la première édition de SugarBeet Expo ont démontré de manière impressionnante la force des cultures innovantes de plantes racines. En réunissant les deux secteurs, l’événement a favorisé des échanges constructifs entre professionnels de la pomme de terre et de la betterave autour de défis et de solutions communs. Sa grande valeur ajoutée réside dans son caractère pratique : les nouvelles machines, systèmes de production et concepts culturels pouvaient être observés et comparés dans des conditions réelles », a déclaré Tobias Eichberg, directeur général de DLG Markets GmbH.



Grande attention portée aux mélanges d’engrais verts

Un très haut niveau de satisfaction des visiteurs

Les premiers résultats de l’enquête menée auprès des visiteurs montrent que 96 % d’entre eux se sont déclarés très satisfaits de l’événement. Plus de 95 % ont estimé que l’organisation simultanée de PotatoEurope et de SugarBeet Expo constituait une excellente initiative. Cette appréciation se reflète également dans les intentions futures : 73 % des visiteurs ont indiqué vouloir revenir lors de la prochaine édition allemande en 2030. Le programme technique a lui aussi été particulièrement apprécié. Pas moins de 87 % des visiteurs l’ont

évalué positivement, principalement en raison de la pertinence pratique des thèmes abordés. Enfin, 68 % des visiteurs ont déclaré envisager des investissements dans la production de pommes de terre ou de betteraves sucrières au cours des deux prochaines années.

Deux cultures, une plateforme forte

Le lancement de SugarBeet Expo s’est révélé être un complément idéal à PotatoEurope. Les deux cultures sont en effet confrontées à des défis similaires : santé des sols, rotation des cultures, protection des plantes, logistique de récolte et nécessité d’améliorer l’efficacité de la production.

Une attention particulière a également été accordée à la lutte contre la cicadelle vectrice des maladies SBR et Stolbur, ainsi qu’à la pénurie de main-d’œuvre qualifiée.



Nouvelles arracheuses à nettoyage maximal et avec camion d’évacuation

Les échanges ont montré que la numérisation et l’automatisation peuvent apporter des solutions concrètes pour améliorer durablement la productivité et compenser le manque de personnel.

Des machines modernes en démonstration

Pour de nombreux visiteurs, les démonstrations de matériel ont constitué l’un des temps forts du salon. Environ 50 ensembles de machines, installations automotrices et équipements stationnaires ont présenté les technologies les plus récentes pour le semis, l’arrachage, le transport, le nettoyage et le chargement dans des conditions pratiques. Par ailleurs, des techniques innovantes de protection des cultures ont été présentées en conditions réelles. Les parcelles d’essais mettaient en avant de nouvelles variétés et des problématiques agronomiques actuelles. Les thèmes abordés comprenaient les stratégies de protection des cultures, la santé des plantes, la surveillance des ravageurs, les cultures intermédiaires, la rotation, l’utilisation raisonnée des produits phytosanitaires et le désherbage mécanique. Les visiteurs ont pu comparer directement différentes approches sur le terrain et échanger avec des spécialistes.

Les technologies de demain pour les cultures de racines

Dans le cadre du thème DLG « Digital Farming powered by FarmRobotix », les machines autonomes, la robotique, l’automatisation et l’intelligence artificielle étaient à l’honneur. Les démonstrations ont illustré comment les



solutions numériques peuvent rendre les exploitations agricoles plus efficaces et plus durables. Le robot Farming GT a suscité un intérêt particulier. Cet équipement autonome est capable de biner à la fois entre les rangs et sur le rang. Une cinquantaine d’unités sont déjà utilisées depuis 2019, aussi bien dans des essais que sur des exploitations agricoles importantes cultivant plusieurs cultures en ligne. Grâce à l’intelligence artificielle et à plusieurs caméras, le robot distingue la culture des adventices. Il peut également appliquer simultanément un fongicide ou un insecticide. La version à six rangs, présentée au salon, est capable de biner jusqu’à 7 à 8 hectares de betteraves par jour. Son coût dépasse actuellement 100.000 euros. Une technologie prometteuse pour l’avenir, même si son adoption à grande échelle nécessitera encore du temps.

Des partenaires solides

Le Land de Basse-Saxe était le partenaire exclusif des deux manifestations. Pour SugarBeet Expo, l’Association allemande de l’industrie sucrière (WVZ) et Nordzucker AG ont assuré avec succès leur rôle de partenaires structurels et opérationnels. La prochaine édition de PotatoEurope se tiendra les 8 et 9 septembre 2027 à Tournai, sur son site habituel, sous l’organisation de Fedagrim, également organisateur d’Agribex. Quant à SugarBeet Expo, elle reviendra en Allemagne en 2030.

SPÉCIALISTE

du semoir monograine



MECA V4
• 6 à 18 rangs
• Inter-rangs : 45 ou 50 cm



NG PLUS 4/4^E
• 4 à 18 rangs
• Inter-rangs : 37,5 à 80 cm



NG PLUS M/ME
• 4 à 16 rangs
• Inter-rangs : 37,5 à 80 cm

CONDITIONS SPÉCIALES AVANT-SAISON

Dès maintenant, pour tout achat avant-saison, remise de **8 %** cumulable à un escompte allant jusqu’à **6 %** en cas de paiement anticipé !



ValoTerra
• De 6 à 12 rangs
• Inter-rangs : 45 à 80 cm
• Semis jusqu’à 18 km/h
• 100 % électrique et mise en terre précise



JOSKIN
DistriTECH

Contactez-nous pour plus d’informations
www.distribtech.be  

INSTITUT ROYAL BELGE POUR L'AMÉLIORATION DE LA BETTERAVE ASBL
Molenstraat 45, B-3300 Tienen—info@kbivb.be—www.irbab-kbivb.be



Techniques culturales betteravières

PVBC - PROGRAMME VULGARISATION BETTERAVE-CHICORÉE, DANS LE CADRE DES CENTRES PILOTES

SBR: une maladie à suivre de près

Le SBR (syndrome des basses richesses) n'est pas une maladie nouvelle, mais il fait à nouveau l'objet d'une grande attention en Europe ces dernières années. Le problème prend de l'ampleur, notamment en Allemagne, en France, en Suisse et en Europe centrale. En Belgique, le SBR/RTD n'est pour l'instant pas encore considéré comme un problème avéré. Néanmoins, l'IRBAB suit la situation de près, notamment en surveillant les cicadelles susceptibles de propager ces maladies.

Une maladie causée par des bactéries

Le SBR est associé aux bactéries *Candidatus Arsenophonus phytopathogenicus* et *Candidatus Phytoplasma solani*. Ces bactéries sont transmises par les cicadelles, dont *Pentastiridius leporinus* est un vecteur important. À partir de fin août ou début septembre, les betteraves atteintes présentent souvent un jaunissement des feuilles les plus anciennes. Parallèlement, de nombreuses jeunes feuilles, étroites et asymétriques apparaissent. Dans la racine, le SBR entraîne souvent l'apparition de faisceaux vasculaires noircis. La maladie peut entraîner une baisse du rendement en racines et, surtout, une forte diminution de la teneur en sucre. La culture de la pomme de terre n'est pas épargnée non

plus. Depuis 2022, on constate en Allemagne une forte augmentation des infestations dans la culture. La cicadelle *Pentastiridius leporinus* peut transmettre aussi bien *Candidatus Arsenophonus phytopathogenicus* que *Candidatus Phytoplasma solani*. Chez la pomme de terre, ces agents pathogènes sont associés à un complexe de maladies (Bacterial Potato Tuber Wilt) qui entraîne notamment un jaunissement et un enroulement des feuilles, la formation de tubercules caoutchouteux et creux et des problèmes de qualité des tubercules. Le brunissement des tubercules et l'accumulation de sucres pose notamment un problème à l'industrie de transformation, car il peut entraîner une mauvaise couleur de cuisson. Les conséquences peuvent donc aller bien au-delà d'une simple baisse de rendement. Dans les parcelles fortement touchées, tant le tri que la qualité de transformation peuvent se détériorer considérablement. Pour les plants de pommes de terre, l'impact peut être encore plus important : des études et l'expérience pratique en Allemagne mettent en évidence des risques pour la qualité du matériel de départ et, dans les cas graves, peuvent même entraîner la perte de lots entiers. Cela explique clairement pourquoi cette problématique ne doit pas être abordée exclusivement sous l'angle de la betterave sucrière.

SBR ou RTD?

Le SBR et Rubbery Taproot Disease (RTD) peuvent se ressembler fortement au champ. Les deux peuvent provoquer un jaunissement, un flétrissement et des problèmes de croissance. Dans le cas du SBR, ce sont surtout les faisceaux vasculaires noircis qui sont caractéristiques (voir illustration). Dans le cas du RTD, la racine devient molle et caoutchouteuse, et son extrémité se plie facilement sans se casser.



La cicadelle : la clé de la propagation

La propagation du SBR et du RTD est étroitement liée aux cicadelles à ailes de verre. *Pentastiridius leporinus* (la cicadelle des roseaux) passe une partie de son cycle de vie, notamment les stades nymphaux, dans le sol. C'est pourquoi l'étude des nymphes est également importante pour mieux comprendre la propagation de la maladie.



Des recherches récentes menées en Allemagne montrent que la situation est plus complexe qu'un simple agent pathogène et un seul insecte. Outre *P. leporinus*, d'autres cicadelles font l'objet d'études, notamment *Hyalesthes obsoletus* et des espèces du genre *Reptalus*. La présence d'une cicadelle ne signifie toutefois pas automatiquement qu'elle est porteuse d'un agent pathogène. C'est pourquoi il est important de surveiller à la fois la présence des vecteurs et celle des agents pathogènes.

Lutte : pas de solution simple pour l'instant

Il n'existe actuellement aucune stratégie de lutte simple contre le SBR/RTD. Les mesures envisageables visent principalement à limiter les populations de cicadelles et leurs possibilités de propagation. La rotation des

cultures peut contribuer à limiter le développement des nymphes, tandis que la surveillance de la période de vol des cicadelles peut aider à déterminer le moment opportun pour une éventuelle lutte.

Une approche reposant exclusivement sur les insecticides ne constitue toutefois pas une solution durable. Une combinaison de surveillance, de rotation des cultures adaptée, de tolérance variétale, de connaissance des plantes-hôtes et d'une lutte ciblée semble donc la plus appropriée pour limiter les dégâts.

Que constate-t-on aujourd'hui en Belgique?



En 2026, l'IRBAB surveille une vingtaine de parcelles de betteraves réparties dans toute la Belgique. Une attention particulière est accordée aux parcelles situées près des frontières allemande et française, mais des parcelles sont également suivies à l'intérieur du pays. À l'aide de pièges collants, nous recensons la présence des cicadelles. Cette année, quelques cicadelles ont déjà été repérées. Cela n'est pas surprenant en soi, puisque ces insectes sont déjà présents en Belgique. La question la plus importante est de savoir si ces cicadelles sont porteuses d'agents pathogènes. Les insectes capturés sont donc examinés en laboratoire. À partir de la mi-septembre, l'attention se portera sur les betteraves elles-mêmes, afin de vérifier la présence éventuelle de symptômes de SBR ou de RTD. Les plantes suspectes font ensuite l'objet d'analyses plus approfondies selon les protocoles de laboratoire disponibles. Jusqu'à présent, aucun signe visible clair d'infestation de betteraves n'a été observé dans les parcelles suivies. C'est une bonne nouvelle, mais la situation dans les pays voisins montre que le problème peut évoluer rapidement. Un suivi rigoureux et une détection précoce restent donc essentiels.

En 2027, l'IRBAB souhaite étendre la surveillance afin de dresser un état des lieux de la situation sur l'ensemble du territoire belge. Pour ce faire, nous ferons appel aux bénévoles désireux de participer à cette opération.

Virbicon: jaunisses virales et pucerons vecteurs en Flandre : facteurs de risque et prévention



Depuis l'interdiction des néonicotinoïdes en 2018, les virus responsables de la jaunisse

constituent à nouveau une menace importante pour la culture de la betterave sucrière d'Europe du Nord. Les pertes de rendement peuvent atteindre 50 %, fonction du moment de l'infection et des conditions environnementales.

En 2023, 25 parcelles de betteraves sucrières en Flandre ont été analysées afin de détecter la présence des virus de la jaunisse grave (BYV), de la jaunisse modérée (BMV) et de la chlorose (BChV). Par ailleurs, des données sur les pucerons provenant de parcelles de 2021 à 2023 ont été utilisées afin de mieux comprendre la propagation du puceron vert du pêcher (*Myzus persicae*), principal vecteur de ces virus. Cette étude identifie les principaux facteurs de risque et fournit des pistes pour une lutte ciblée contre les virus de la jaunisse.

Les virus de la jaunisse : une menace persistante en culture betteravière

En 2023, le BMV a été détecté dans toutes les parcelles étudiées, tandis que le BChV et le BYV étaient respectivement présents dans 88 % et 80 % des parcelles. Ces trois virus coexistaient le plus souvent (72 % des parcelles). Le BMV présentait généralement l'incidence la plus élevée, suivi du BYV et du BChV. Au niveau des plantes, le BMV a été détecté dans 45 % des échantillons, contre 24 % pour le BYV et 18 % pour le BChV. Les infections mixtes étaient relativement rares (< 15 %).

Bien que le BMV soit le plus répandu, c'est le BYV qui provoque généralement les symptômes les plus graves et les pertes de rendement les plus importantes. Les

symptômes n'apparaissant souvent que tardivement, la transmission précoce du virus par les pucerons est déterminante pour l'ampleur finale des dégâts.

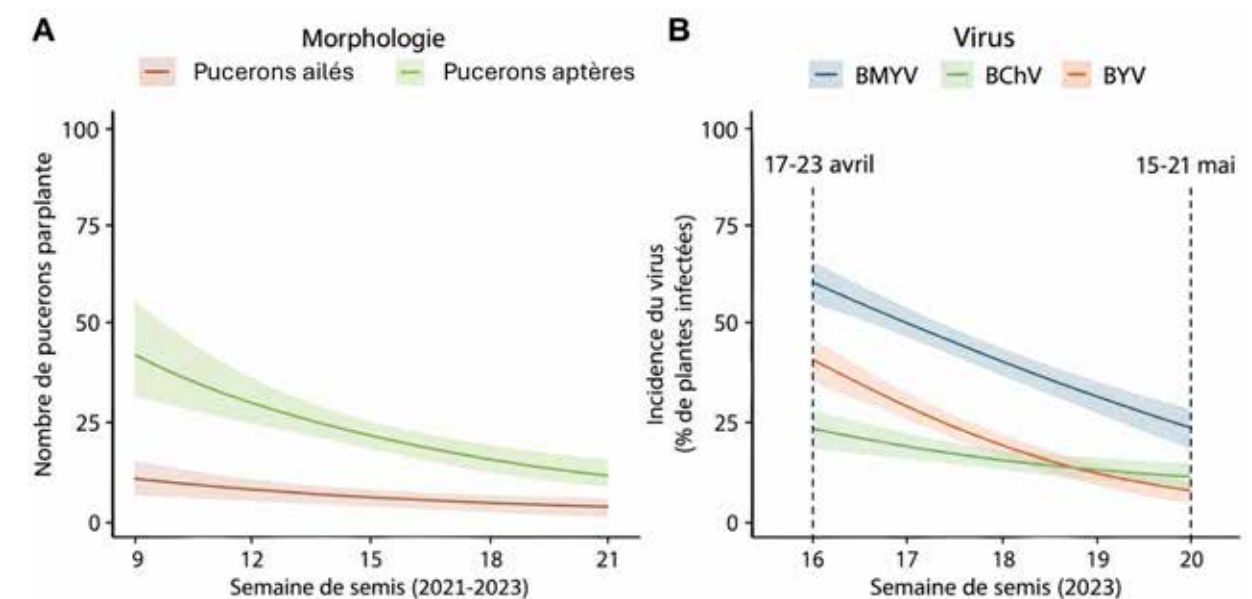
Pourquoi les premières semaines après la levée sont cruciales

Les virus responsables de la jaunisse sont principalement véhiculés par le puceron vert du pêcher (*Myzus persicae*). En raison de son large éventail de plantes hôtes, de sa reproduction rapide et de son efficacité à transmettre les virus, même une population limitée de pucerons peut entraîner une propagation considérable du virus.

Les trois à cinq premières semaines après la levée sont particulièrement cruciales. Au cours de cette période, les jeunes plants sont très sensibles et une pression même modérée exercée par les pucerons peut déjà entraîner des niveaux d'infection élevés. Pour le BYV, la pression nécessaire exercée par les pucerons est plus élevée, mais la transmission est très rapide. Avec l'âge de la plante, l'impact des pucerons et l'incidence du virus diminue fortement. Une surveillance précoce et une intervention à temps sont donc essentielles.

Un semis bien pensé peut réduire l'exposition précoce

La date de semis est l'un des principaux facteurs sur lesquels il est possible d'agir, tant pour la pression des pucerons que pour l'incidence des virus. Les parcelles semées tôt sont généralement exposées plus longtemps aux pucerons et courent donc un risque accru. Un semis plus tardif peut limiter l'exposition pendant la phase de croissance la plus sensible, mais a également des répercussions sur le potentiel de rendement. L'effet de la date de semis est souvent plus marqué dans les grandes parcelles. Dans ce type de parcelles, la lutte naturelle par les prédateurs est généralement moins efficace, ce qui favorise la prolifération des populations



Influence de la semaine de semis sur (A) le nombre de *Myzus persicae* et (B) sur la présence des virus BMV, BChV et BYV. Les lignes montrent la tendance générale. Adapté d'après Rojas-Preciado et al., 2026

de pucerons. La date de semis doit donc toujours être adaptée à la pression prévisible des pucerons et aux conditions météorologiques.

Une meilleure compréhension de la météo et du paysage

Les conditions météorologiques déterminent dans une large mesure le développement des populations de pucerons. Les hivers doux favorisent la survie des pucerons et entraînent une colonisation plus précoce des parcelles de betteraves sucrières. Des conditions printanières chaudes et sèches stimulent ensuite une croissance rapide des populations, tandis qu'un temps frais et humide freine leur développement. En raison du changement climatique, les situations présentant un risque accru peuvent se produire plus fréquemment. Le contexte paysager influence également le risque d'infection. Les parcelles situées dans des régions où la culture de betteraves sucrières ou fourragères est importante sont généralement plus exposées, car les parcelles infectées situées à proximité constituent une source de virus. De plus, les habitats semi-naturels et les zones urbaines peuvent contribuer à l'augmentation des populations de pucerons. Ces résultats montrent que la lutte contre les virus ne doit pas se limiter au niveau de la parcelle, mais qu'elle bénéficie également

d'une coordination régionale entre les agriculteurs.

Plus de nutriments ne signifie pas toujours une réduction des risques

Des teneurs plus élevées en phosphore et en potasse ont été associées à une incidence accrue du BMV, peut-être parce que ces nutriments influencent l'attractivité des plantes pour les pucerons. Aucun lien clair n'a été établi pour l'azote. Une fertilisation équilibrée reste donc importante, tant pour la croissance des cultures que pour limiter les risques du virus.

De la connaissance à l'action pour une lutte intégrée contre les jaunisses virales

La résurgence de la jaunisse virale nécessite une stratégie de lutte intégrée. À cet égard, la surveillance précoce des pucerons, un calendrier de semis adapté, le recours à des avertissements et la prise en compte du contexte paysager sont essentiels. La propagation des virus dépendant fortement de la dynamique des pucerons et des conditions météorologiques, une combinaison de mesures préventives offre les meilleures chances d'une lutte durable. Le développement de modèles de prévision et de stratégies de lutte alternatives sera essentiel pour assurer la pérennité de la culture betteravière.

Rojas-Preciado, N.¹, Stockmans, I.², Everaert, E.³, De Jonghe, K.³, Wauters, A.², Lievens, B.¹, Jacquemyn, H.¹

¹Katholieke Universiteit Leuven (KU Leuven); ²Institut Royal Belge pour l'Amélioration de la Betterave (IRBAB-KBIVB)

³Instituut voor Landbouw-, Visserij- en Voedingsonderzoek (ILVO)

Projet subventionné dans le cadre de VLAIO LA-trojecten

« À deux, nous avons construit notre ferme à notre image »

À Bende, dans le Condroz, Laurent Peeters et Elisabeth Vandenschrick ont fait le choix d'une agriculture diversifiée, à l'image de leur parcours. Ni l'un ni l'autre n'a grandi sur la ferme qu'ils exploitent aujourd'hui. Installés après avoir saisi l'opportunité de reprendre une exploitation de la région, ils ont progressivement construit un système mêlant élevage, grandes cultures et diversification. Betteraves, pommes de terre, céréales, pois, colza, lin, mais aussi Blanc-Bleu Belge et poulets : chez eux, la diversité est autant un choix économique qu'une manière de travailler. Rencontre avec un couple qui entend rester curieux, expérimenter et continuer à faire évoluer sa ferme.

Loïs Penasse

Biographie

Laurent Peeters (°1987), issu d'une famille agricole de Vaudignies (Hainaut), et Elisabeth Vandenschrick (°1987), qui a grandi près de la ferme de son parrain dans le Condroz liégeois, se sont rencontrés durant leurs études à l'ISI, à Huy.

En janvier 2016, ils reprennent une exploitation à Bende, sans lien familial, et y développent au fil des années un système diversifié : élevage, grandes cultures, pommes de terre et une vingtaine d'hectares de betteraves. Elisabeth, longtemps salariée dans une maison de semences, a rejoint la ferme à temps plein en mai 2025.

Le couple a trois filles.

Une installation née d'une opportunité

Pouvez-vous vous présenter et nous raconter votre parcours agricole ?

Elisabeth : Nous avons tous les deux 39 ans. Je ne viens pas directement d'une ferme. Mon papa était agronome chez Hesbaye Frost, mais son frère, mon parrain, tient une ferme dans les Condroz liégeois à une centaine de mètres de chez mes parents. J'y ai passé beaucoup de temps, j'ai toujours aimé le milieu agricole. Laurent et moi nous sommes rencontrés durant nos études, à l'ISI à Huy.

Laurent : Moi, je viens de Vaudignies dans le Hainaut. Je viens d'une famille agricole : la ferme était celle de ma maman et mon frère l'a aujourd'hui reprise. Mon papa est vétérinaire et travaille également à la ferme. Même si nous n'habitons pas directement sur l'exploitation car mes grands-parents y habitaient toujours, j'y passais beaucoup de temps quand j'étais enfant. J'étais notamment souvent à la ferme le mercredi après-midi après le football, les week-ends et durant les vacances.

Elisabeth : Dès que nous nous sommes mis ensemble, je lui avais dit que je ne quitterais jamais le Condroz ! Lui voulait devenir agriculteur. Finalement, une opportunité s'est présentée ici, à Bende, après le décès malheureusement prématuré d'un jeune agriculteur. Nous avons visité la ferme et, parmi plusieurs candidats, nous avons été retenus.

Ce n'est donc pas une reprise familiale. Nous avons construit notre exploitation ici, à partir de cette opportunité.

Laurent : J'ai repris la ferme en janvier 2016 et je suis devenu agriculteur directement. Elisabeth a continué à travailler comme salariée pendant plusieurs années avant de rejoindre officiellement l'exploitation en mai 2025.

Une ferme à deux

Elisabeth, vous avez longtemps conservé une activité professionnelle à côté de la ferme. Comment avez-vous vécu cette double activité ?

Elisabeth : Depuis 2011, je travaillais pour une maison de semences. J'aimais beaucoup ce travail, mais avec nos trois enfants en bas âge, les activités de la ferme, etc., cela devenait compliqué de tout mener de front. J'avais aussi envie de travailler davantage sur la ferme. J'aime être dehors, que les journées soient différentes et avoir quelque chose de concret à faire. J'ai donc quitté mon poste, tout en y restant ponctuellement active en tant qu'indépendante.

Cela me convient très bien. Cela me permet de garder quelque chose à moi, de continuer à rencontrer des agriculteurs et d'échanger avec eux. On revient souvent d'une visite avec une idée intéressante ou quelque chose que l'on n'aurait pas forcément imaginé nous-mêmes.

Laurent : C'est aussi une manière de rester ouvert sur ce qui se fait ailleurs. Même si Elisabeth reste dans le secteur agricole, elle voit d'autres exploitations, d'autres façons de travailler. Cela nous apporte beaucoup.

« On ne voudrait pas faire que des vaches ou que des pommes de terre »

Votre exploitation est aujourd'hui particulièrement diversifiée.

Quelles sont vos principales productions ?

Elisabeth : Nous avons du Blanc-Bleu Belge et un poulailler. Côté cultures, nous avons du maïs, du froment, des pois, du colza, du lin, des betteraves et des pommes de terre. Nous venons d'ailleurs de construire un hangar de stockage pour ces dernières.

Laurent : Nous aimons vraiment ce côté diversifié. Nous ne voudrions pas faire uniquement des vaches ou uniquement des pommes de terre.

Elisabeth : C'est aussi une manière de sécuriser l'exploitation. Quand une production va moins bien, une autre peut compenser. Nous avons des cultures sous contrat et d'autres en libre. Parfois, cela fonctionne moins bien, parfois mieux, mais cela nous permet de ne pas mettre tous nos œufs dans le même panier.

Laurent : L'inconvénient, c'est qu'on ne peut pas se spécialiser à fond dans chaque production. Mais c'est notre vision de l'agriculture et c'est comme cela que nous aimons travailler.

La betterave, une diversification dans la rotation

Quelle place occupe aujourd'hui la betterave dans votre exploitation ?

Elisabeth : Nous avons aujourd'hui environ 20 hectares de betteraves, dont une majorité livrée à la Raffinerie Tirlemontoise et le reste en Allemagne.

Laurent : La betterave a été l'une des premières cultures que nous avons introduites pour diversifier notre rotation. Au départ, nous faisons surtout du maïs. Même si la betterave n'était pas forcément la culture la plus rentable, nous voulions essayer autre chose et tous les deux, nous aimons les cultures.

Petit à petit, nous avons ajouté les pois, puis le lin, les pommes de terre et d'autres cultures. Nous avons toujours essayé de trouver de nouvelles possibilités.

Elisabeth : Dans notre région, les terres sont assez particulières. Il y a beaucoup d'hétérogénéité et parfois de la roche. Nous devons donc composer avec les parcelles et aller chercher les bons morceaux. La rotation n'est pas toujours simple à construire de manière parfaitement mathématique.

« Nous essayons d'être les plus circulaires possible »

Quelles pratiques mettez-vous en place pour améliorer la durabilité de l'exploitation ?

Laurent : Nous travaillons en non-labour et nous essayons vraiment d'améliorer nos sols avec la matière organique. Nous avons les fumiers et les fientes, et nous essayons de faire fonctionner au maximum le système en circuit.

Elisabeth : Nous regardons beaucoup la vie du sol : les vers de terre, les organismes présents, la manière dont les matières se décomposent... Nous essayons d'avan-



cer progressivement dans cette direction.

Laurent : Nous essayons d'être les plus circulaires possible. Une partie de ce que nous produisons est valorisée sur la ferme. Nous mangeons également notre propre viande et nous faisons des colis que nous commercialisons environ 4 fois par an.

Elisabeth : Pour nous, la durabilité doit aussi rester quelque chose de concret. Dans le choix des variétés, par exemple, nous recherchons à la fois le rendement et la résistance aux maladies. Si nous pouvons utiliser moins de produits phytosanitaires, c'est intéressant pour l'environnement mais aussi pour notre portefeuille.

Une agriculture qui doit continuer à évoluer

Comment voyez-vous l'avenir de votre exploitation ?

Elisabeth : Je pense que celui qui reprend une ferme aujourd'hui et qui veut simplement faire exactement comme son grand-père ou son arrière-grand-père faisait va au casse-pipe... sauf si son grand-père était déjà précurseur ! Il faut avoir une vision très ouverte. Nous devons constamment nous remettre en question.

Avec les sécheresses, par exemple, nous avons vu que certaines cultures fourragères ne s'en sortaient pas, alors que la luzerne résistait mieux. Nous l'avons retirée de notre rotation et nous nous disons aujourd'hui qu'il faudrait peut-être la réintroduire. L'avenir est très difficile à prédire, mais sur notre exploitation, on pense que la diversité nous aidera.

Laurent : Il faut un peu de tout. Nous sommes encore motivés et nous avons encore plein d'idées. J'entends parfois des agriculteurs en fin de carrière dire qu'ils sont dégoûtés du métier. Nous, nous ne le sommes pas encore et j'espère que nous ne le serons jamais !

« Nous ne sommes pas contre le challenge, mais bien contre les choix imposés »

La moitié de votre exploitation se trouve en zone de captage.

Comment abordez-vous les nouvelles contraintes environnementales ?

Elisabeth : Une partie importante de notre ferme est effectivement en zone de captage et cela risque de nous imposer certaines évolutions. Si nous pouvions travailler sans produits phytosanitaires, nous serions évidemment contents. Mais nous ne croyons pas vraiment au modèle biologique tel qu'il existe aujourd'hui. Le marché est saturé et nous avons des emprunts à rembourser.

Laurent : Nous ne sommes pas contre le challenge. Ce qui nous dérange davantage, c'est qu'on nous impose une solution unique alors qu'il existe d'autres voies.

Pourquoi ne pas davantage soutenir le machinisme, la robotique ou la recherche de nouvelles solutions techniques ? Nous sommes prêts à évoluer, mais il faut aussi que les solutions soient économiquement viables.

« Le syndicat betteravier nous protège beaucoup »

Vous êtes-vous déjà impliqués dans le syndicalisme agricole ?

Elisabeth : Nous avons des contacts avec le monde syndical et politique, mais nous n'avons pas l'intention de prendre nous-mêmes des responsabilités syndicales. Nous faisons confiance au syndicat betteravier pour défendre nos intérêts. Le système betteravier nous protège beaucoup. Il existe un syndicat structuré qui représente les planteurs et qui permet d'avoir une voix dans les négociations. Dans d'autres secteurs, notamment en pommes de terre, on voit à quel point il est difficile de défendre les producteurs lorsqu'il n'y a pas les mêmes structures.

Laurent : Le prix des pommes de terre a pu être très bon, puis s'effondrer. On peut produire de la qualité, mais si le marché ne rémunère pas cette qualité, le producteur se retrouve sans véritable moyen de défense.

Un métier qui reste une aventure à deux

Vous travaillez aujourd'hui tous les deux sur la ferme. Est-ce une force ?

Elisabeth : Oui, clairement. Nous avons, comme tout le monde, parfois des journées ingrates, évidemment. Mais nous avons aussi la chance de pouvoir organiser notre temps différemment.

Laurent : Quand on est agriculteur, on sort assez vite de la semaine classique du lundi au vendredi. Notre dimanche peut être un mardi ou un jeudi. Les jours fériés, on ne les connaît pas vraiment !

Elisabeth : Mais le fait d'être à deux sur l'exploitation nous permet, hors grosses saisons, une certaine flexibilité et facilité, que ce soit en termes d'organisation du travail ou lorsque l'un de nous deux doit s'absenter. Être à deux est également une force lorsque l'un d'entre nous a besoin d'une assistance rapide.

Il faut toujours se remettre en question

Qu'est-ce qui vous rend fiers dans votre métier ?

Laurent : Je pense que c'est d'avoir réussi à construire cette ferme à notre image. Nous sommes arrivés ici sans que ce soit une exploitation familiale à reprendre, et nous avons progressivement développé notre propre système.

Elisabeth : Et nous sommes encore motivés. Nous avons envie d'essayer, de tester de nouvelles choses, de continuer à apprendre.

Laurent : L'agriculture va encore énormément changer. Il faut être capable de se remettre en question en permanence.

Elisabeth : C'est probablement le plus important pour l'avenir : rester ouvert et ne jamais considérer que l'on a trouvé une fois pour toutes la bonne manière de faire. Nous sommes également fiers de voir nos trois filles prendre du plaisir et s'intéresser à nos activités, sans pour autant vouloir en faire des petites agricultrices, elles ont encore le temps ! Ce métier doit être intuitif, souhaité et pas mis entre les mains sans passion.

Laurent : Nous ne savons pas où nous serons dans vingt ans. Mais aujourd'hui, nous sommes toujours à fond.

Elisabeth et Laurent : Et c'est déjà une bonne chose !

Quatre années de travail pour faire évoluer les relations contractuelles avec la RT

Après quatre années de travail mené par le CoCo Hesbaye auprès de l'Autorité belge de la Concurrence, une étape importante vient d'être franchie. Les engagements annoncés par la Raffinerie Tirlemontoise et Südzucker doivent faire évoluer, à partir de 2027, plusieurs règles qui encadrent les relations contractuelles avec les planteurs.

Loïs Penasse

Depuis plusieurs années, le CoCo Hesbaye travaille avec l'Autorité belge de la Concurrence sur certaines dispositions des contrats de livraison proposés aux planteurs de la Raffinerie Tirlemontoise. Une procédure a été ouverte en 2022 et, en février 2026, l'Autorité a adressé à la RT et à Südzucker une communication de griefs portant notamment sur certaines dispositions et pratiques contractuelles susceptibles de relever de l'abus de dépendance économique.

Face à ces griefs, la RT et Südzucker ont proposé une série d'engagements destinés à répondre aux préoccupations soulevées par l'Autorité. Ces engagements doivent s'appliquer à partir des négociations relatives à la campagne 2027 et, dans un premier temps, jusqu'à la campagne 2031 incluse.

Une nouvelle manière de négocier

Au-delà des différentes clauses concernées, l'un des changements importants réside dans la manière dont les futurs contrats doivent être négociés. Le document prévoit un véritable processus de concertation entre la RT et les représentants des producteurs. Les discussions doivent reposer sur un dialogue équilibré, la transparence et la prise en compte effective des informations apportées par les représentants des planteurs. Les négociations devront également être formalisées dans des procès-verbaux.

Un prix de base négocié et transparent

L'un des changements majeurs concerne le mécanisme de prix « all-in ».

À partir des négociations pour 2027, la RT s'engage à proposer sa suppression. Le principe serait désormais de fixer **un prix de base à l'avance**, indépendamment des primes et retenues individuelles. Le planteur connaîtrait ainsi clairement le prix de base négocié pour sa betterave avant la campagne. À celui-ci viendraient ensuite s'ajouter la rémunération des pulpes et les éventuelles primes individuelles, tandis que les retenues applicables seraient déduites.

Le montant de ce prix de base devra être discuté chaque année entre la RT et les représentants des producteurs. Plusieurs éléments économiques pourront être pris en considération : les coûts et la rentabilité de la production betteravière, la situation économique de la RT, l'évolution du marché européen du sucre, l'équilibre entre l'offre et la demande ou encore la position concurrentielle de l'industrie sucrière belge.

L'objectif est donc de disposer d'un prix de base **distinct, transparent et fixé à l'avance**, résultant d'une négociation collective annuelle.

Un mécanisme de partage de la valeur du sucre

Le système de supplément de prix doit également évoluer.

La Raffinerie Tirlemontoise s'adapte pour éviter l'abus de dépendance économique

L'Autorité belge de la concurrence (ABC) annonce lundi mettre un terme à son instruction à l'encontre de la Raffinerie Tirlemontoise et de sa société mère Südzucker pour un possible abus de dépendance économique au détriment de planteurs de betteraves sucrières. L'entreprise a formulé des engagements que l'autorité a décidé de rendre obligatoires.



Publié le 07-09-2026 à 17h36 à Bruxelles, Belgique

Enregistrer



Au début de l'année, l'ABC a adressé une communication de griefs à la Raffinerie Tirlemontoise et à sa société mère. Elle relevait des conditions contractuelles inévitables et créant une situation

La proposition prévoit l'introduction d'un **prix complémentaire lié aux cours du marché du sucre**. Son montant serait déterminé sur la base d'un prix de référence objectif et public, correspondant à la moyenne des prix de vente du sucre dans la zone 2 de l'Union européenne, publiée par la Commission européenne.

Le principe est de créer un mécanisme de partage de la valeur : lorsque le prix du sucre atteint certains niveaux, une partie de cette valeur supplémentaire revient aux tonnes de betteraves contractées. Les différents niveaux de prix complémentaires devront toutefois être négociés avec les représentants des planteurs. Ces discussions devront notamment tenir compte de l'évolution du marché du sucre, de la position concurrentielle du secteur belge, du cadre réglementaire et des risques auxquels sont confrontés producteurs et transformateurs.

Il s'agit donc d'un changement important par rapport au système actuel : **le principe et les modalités du prix complémentaire doivent devenir plus objectifs, plus transparents et davantage liés à l'évolution réelle du marché du sucre.**

Les volumes contractés : une réduction qui ne pourra plus être décidée unilatéralement

La question des volumes constitue également un point essentiel pour les planteurs. À partir des négociations pour 2027, une réduction des volumes de Contrats de Base ne pourra être proposée qu'en présence de **circonstances exceptionnelles**, et après négociation avec les représentants des planteurs et leur accord.

La RT devra justifier sa proposition sur la base d'éléments économiques objectifs. Parmi les situations susceptibles d'être prises en compte figurent notamment une évolution importante et durable du prix du sucre, une baisse significative de la consommation, un excédent de production au niveau européen, des modifications importantes des règles commerciales ou encore certains événements géopolitiques ou perturbations du marché. Surtout, toute éventuelle réduction devra être communiquée suffisamment tôt : la décision devra intervenir **avant le 31 octobre précédant l'emblavement**. Si une réduction intervient après la fixation du prix de base, celui-ci pourra également être renégocié.

Pour les planteurs, l'enjeu est donc double : éviter qu'une réduction importante des volumes puisse

intervenir sans concertation et disposer d'une meilleure visibilité au moment de construire les assolements.

La valeur des pulpes devra également être objectivée

Les engagements portent aussi sur la rémunération des pulpes.

À partir des négociations de 2027, celle-ci devra être déterminée sur la base de paramètres économiques objectifs et vérifiables tenant compte du marché belge. Seront notamment pris en considération les prix de vente des pulpes destinées à l'alimentation animale ou à d'autres applications, les volumes de betteraves contractés, la matière sèche ainsi que les coûts liés à la production durable, à la logistique et à la commercialisation.

La rémunération des pulpes devra ainsi être explicitement fixée en euros par tonne de betteraves dans le cadre des négociations de l'accord interprofessionnel. Les données et la méthode de calcul devront être présentées à la Commission de Répartition de la Valeur, dans les limites imposées par le secret des affaires.

Un cadre également prévu pour les situations exceptionnelles

Les engagements prévoient enfin plusieurs garde-fous concernant certaines clauses particulières. La clause exceptionnelle liée aux coûts énergétiques qui avait figuré dans le contrat 2023 ne pourra plus être proposée à partir des négociations pour 2027.

De même, une éventuelle adaptation du prix de référence du sucre en fonction des exportations hors de l'Union européenne ne pourra être introduite que sur la base d'indicateurs économiques objectifs, après négociation et accord des représentants des producteurs. Si une telle clause devait être appliquée, elle ne concernerait que la part de la production sucrière effectivement destinée à l'exportation hors UE.

Une étape importante, mais pas la fin du travail

Pour le CoCo Hesbaye, l'annonce de ces engagements constitue une étape importante après quatre années de travail. Mais elle ne constitue pas un aboutissement définitif.

Les principes annoncés devront maintenant être **trauits concrètement dans les contrats et dans les négociations annuelles**. Les paramètres précis des différents mécanismes devront encore être discutés avec la RT, notamment les niveaux du prix de base, les modalités du prix complémentaire et la rémunération des pulpes. C'est précisément pour cette raison que le CoCo Hesbaye a choisi de rester discret sur une partie du dossier jusqu'à présent. La priorité reste aujourd'hui de préserver la capacité de négociation des représentants des planteurs et de faire en sorte que les engagements annoncés produisent réellement leurs effets dans les relations contractuelles à venir.

Le travail mené depuis quatre ans a permis d'obtenir un cadre de négociation plus précis et plus transparent. **Il appartient désormais aux représentants des planteurs de transformer ce cadre en résultats concrets pour les betteraviers.**

Les prochaines négociations, celles qui porteront sur la campagne 2027, constitueront à ce titre un premier rendez-vous particulièrement important.

Chicorées 2027 : Bénéo veut plus de chicorées, mais pas mieux les payer

Le message de Bénéo est clair : le marché est porteur, la demande est en hausse et l'entreprise souhaite pouvoir y répondre. Mais lorsqu'il s'agit de partager la valeur avec ceux qui produisent les chicorées, le message est tout aussi clair : pas un euro de plus.

Loïs Penasse & Henri Lhoest

Pour 2027, Bénéo propose en effet un strict statu quo du prix d'achat :

- 61,50 €/t de prix de base ;
- 5 €/t de prime logistique ;
- 4 €/t de prime durabilité ;
- 4,50 €/t de prime risques et climat ;

soit 75 €/t avant déduction de la contribution transport.

Cette contribution, pourtant revue à la hausse en 2026, ne sera pas indexée en 2027.

Des coûts qui augmentent, un prix qui reste bloqué

Cette proposition est difficilement acceptable au regard de la réalité vécue dans les exploitations.

Vos représentants ont présenté à Bénéo les chiffres issus des comptabilités agricoles. Ils montrent une augmentation de plus de 300 €/ha des charges liées à la production de chicorées : engrais, carburant, matériel, travaux réalisés par des entreprises, fermage...

À cela s'ajoute la hausse du coût du transport, qui a déjà réduit le revenu réellement perçu par le producteur d'environ 5 €/t en 2026. Pour un rendement de 50 t/ha, cela représente 250 €/ha de revenu en moins. Au total, l'écart entre l'évolution des coûts et celle de la rémunération atteint donc environ 550 €/ha, soit près de 11 €/t.

C'est précisément pour cette raison que l'OPCO demande une augmentation de 11 €/t net. La réponse de Bénéo ? Un statu quo.

Une marge existe pourtant

Pour mettre les choses en perspective, regardons ce que représente la production d'un hectare de chicorées pour Bénéo.

Prenons l'exemple d'un hectare produisant 50 tonnes de chicorées à 16 % d'inuline.

Le calcul est simple :

50 t de chicorées × 16 % = 8 t d'inuline

Soit : 8 000 kg d'inuline × 3 €/kg = 24 000 €

Ainsi, un hectare de chicorées à 50 t/ha et 16 % d'inuline représente environ 24 000 € d'inuline vendue par Bénéo.

Dans le même temps, cet hectare est aujourd'hui rémunéré au producteur entre 3 300 et 3 700 €, selon les conditions de transport. Nous ne prétendons évidemment pas que les 24 000 € constituent le bénéfice de Bénéo : la transformation, la commercialisation et l'ensemble des coûts de la filière doivent être pris en compte. Mais ces chiffres permettent de remettre la discussion en perspective. La valeur créée à partir de la production du planteur est considérable. Une revalorisation de 11 €/t représente, pour 50 tonnes, 550 € par hectare.

Pour l'OPCO, cette somme est loin d'être déraisonnable au regard de la valeur créée tout au long de la chaîne.

« Le marché est porteur »... mais pas pour le producteur ?

Bénéo nous explique aujourd'hui que la demande augmente et qu'il faut donc pouvoir produire davantage.

Nous entendons cet argument. Mais une question simple se pose : si le marché est suffisamment porteur pour justifier une augmentation des volumes, pourquoi la rémunération du producteur devrait-elle, elle, rester figée ? Les producteurs ne peuvent pas être la variable d'ajustement de la filière.

On ne peut pas demander davantage de production, demander aux agriculteurs de prendre davantage de risques et, dans le même temps, refuser de tenir compte de l'augmentation des coûts qu'ils supportent. Pour l'OPCO, cette situation n'est plus acceptable.

Une réunion pour négocier... sans négociation

Notre déception est d'autant plus grande que la réunion organisée début septembre avec la direction de Bénéo avait précisément pour objectif de négocier les conditions du contrat 2027.

Or, le message envoyé aux producteurs immédiatement après cette rencontre montre que la proposition de Bénéo était déjà arrêtée. À quoi sert alors de réunir les représentants des producteurs si aucune marge de négociation ne leur est réellement laissée ? Nous considérons cette manière de procéder comme un manque de considération pour les producteurs et pour leurs représentants.

L'OPCO n'est pas là pour simplement prendre acte de décisions déjà arrêtées. Nous sommes là pour défendre les intérêts économiques des producteurs de chicorées. Et nous continuerons à le faire.

À vous de mesurer l'intérêt économique de vos emblavements

Bénéo vous demande de lui communiquer rapidement vos souhaits d'emblavement pour 2027.

Dans le même temps, l'entreprise vous propose un prix inchangé malgré l'augmentation des charges et malgré la demande annoncée comme étant en hausse.

Nous vous invitons donc à prendre le temps de bien réfléchir à votre décision.

Avant de confirmer vos surfaces, posez-vous simplement la question : dans les conditions proposées aujourd'hui, cette culture reste-t-elle suffisamment rémunératrice au regard des charges, du travail et des risques qu'elle représente sur votre exploitation ?

Chaque exploitation est différente et chaque producteur reste évidemment libre de ses choix. Mais l'OPCO estime qu'il serait pour le moins paradoxal de répondre automatiquement à une demande de volumes supplémentaires alors que les conditions économiques proposées ne permettent toujours pas de rétablir l'équilibre de la culture.

Notre position est donc claire : l'OPCO ne soutient pas la proposition actuelle de Bénéo. Nous maintenons notre demande d'une augmentation de 11 €/t net. Nous demandons une véritable négociation, avec une réelle prise en compte de la situation économique des producteurs.

Les producteurs ont fait leurs comptes. L'OPCO aussi. À Bénéo maintenant de prendre ses responsabilités. Nous vous tiendrons informés de la suite des discussions.



Le gouvernement allemand veut instaurer une taxe sur les boissons rafraîchissantes sucrées, peut-être dès 2027 au lieu de 2028. L'origine est frappante : la mesure ne relève pas d'abord de la politique de santé, mais du budget. Elle s'inscrit dans un ensemble destiné à stabiliser les cotisations de l'assurance maladie légale, dont le gouvernement a fixé les grandes lignes fin avril 2026. Un tarif progressif est prévu (environ 26 cents par litre à partir de 5 grammes de sucre par 100 ml et 32 cents à partir de 8 grammes) ; les jus de fruits purs et le lait en sont exclus, et le gouvernement a confirmé fin août que les boissons light sans sucre ne seraient pas taxées. Pour l'Allemagne, c'est une première, car le pays misait jusqu'ici uniquement sur une réduction volontaire du sucre par l'industrie, tandis que des pays comme le Royaume-Uni (depuis 2018), la France et la Hongrie connaissent déjà une taxe sur les boissons sucrées. Pour le secteur betteravier, une telle taxe pourrait à terme peser sur la demande de sucre, en plus de la forte pression déjà exercée sur le marché.

190 ans pour la Raffinerie Tirlemontoise

Le 6 août dernier, la Raffinerie Tirlemontoise a célébré ses 190 ans lors d'un événement réunissant collaborateurs, planteurs, clients, partenaires et représentants du monde politique. Fondée à Tirlemont en 1836, l'entreprise est devenue le premier producteur de sucre de Belgique et fait partie, depuis 1989, du groupe Südzucker, lui-même centenaire en 2026. Au-delà de son histoire, la raffinerie met surtout l'accent sur l'avenir : après une nouvelle tour de diffusion (2023) et une pompe à chaleur industrielle haute température, une première européenne (2025), elle prépare un projet énergétique intégré destiné à réduire encore son empreinte carbone.



Pour la Raffinerie Tirlemontoise, une industrie sucrière forte commence au champ. L'entreprise collabore depuis des générations avec les planteurs belges et les accompagne, via des initiatives comme Climate Farming, vers des pratiques plus durables : santé des sols, biodiversité et usage raisonné des ressources. « Notre collaboration avec les planteurs belges constitue, depuis près de deux siècles, la base de notre activité », souligne Erwin Boonen, directeur des Matières premières. Un partenariat que la raffinerie entend poursuivre pour bâtir une culture betteravière plus résiliente face au changement climatique.

Une annonce dans le Betteravier ?

Vous connaissez une entreprise qui souhaiterait toucher les betteraviers belges ? Pensez à machines agricoles, techniques de pulvérisation, pneumatiques, applications numériques, enregistrement des cultures... Parlez-lui du Betteravier ! Notre revue est distribuée à 5.500 agriculteurs, un public professionnel et actif, attentif à l'innovation. Les entreprises intéressées peuvent demander les formats et tarifs à Isabelle Roelandts (isabelle.roelandts@cbb.be), qui se fera un plaisir de les renseigner.



CBB

Betteraviers belges – Belgische bietentelers

Organe mensuel de la Confédération des Betteraviers Belges asbl CBB
Boulevard Anspach 111 / 10 • 1000 Bruxelles
T. 02 513 68 98 • F. 02 512 19 88 • www.cbb-belgium.be • lebetteravier@cbb.be

COLOPHON

Editeur responsable: Hendrik Vandamme, Président de la CBB

Edition et publicité: Isabelle Roelandts

Responsable de la technique betteravière: IRBAB Tirlemont

Imprimerie: Antilope De Bie

Abonnement annuel: Belgique € 24,00 • UE € 44,00 • Hors UE € 54,00
IBAN BE 70 1031 0384 3925 • TVA BE 0445.069.157

Suivez-nous!

LinkedIn



Facebook



Instagram

